

Budget principal des dépenses, 1985-1986

savons maintenant qu'il y aura non pas augmentation, mais diminution de 125 millions de dollars dans le programme de création d'emplois.

Les prévisions budgétaires que le président du Conseil du Trésor (M. de Cotret) a déposées aujourd'hui semblent ajouter encore à la confusion. L'ensemble des postes budgétaires progresse de 8.4 p. 100, deux fois le taux d'inflation actuel. Tous ceux qui attendaient les prévisions budgétaires pour connaître la politique économique du gouvernement, les députés, les hommes d'affaires et les groupes sociaux, ont été déçus.

J'ai lu la première partie des prévisions budgétaires. Deux conclusions s'en dégagent. D'une part, le gouvernement ne dit pas un mot des mesures qu'il entend prendre dans quelque domaine que ce soit. On ne sait pas au juste dans quelle direction le gouvernement compte orienter notre économie. D'autre part, le gouvernement s'était engagé à créer des emplois au cours de la dernière campagne électorale. On allait créer des milliers et des milliers d'emplois dès l'assermentations du cabinet. Or, l'économie canadienne a produit moins d'emplois au dernier trimestre de 1984 qu'au trimestre précédent et 1985 augure fort mal sur ce chapitre.

Les prévisions budgétaires déposées aujourd'hui nous présentent une image floue de la conjoncture. Une image qui n'est guère réjouissante pour nos chômeurs. On a retranché 4 milliards de dollars dans l'enveloppe de développement économique réservée aux régions les plus défavorisées. Et que dire du programme d'emplois d'été, du programme de formation et ainsi de suite? Ces programmes seront amputés de 125 millions de dollars. Pour couronner le tout, les taux d'intérêt sont à la hausse et le dollar canadien est tombé à son niveau le plus bas de toute notre histoire.

[Français]

Monsieur le Président, je pense que l'opposition officielle n'aura que deux choix au cours de l'analyse de ces crédits qui ont été déposés aujourd'hui. Nous devons, premièrement, continuer d'exiger des prises de position claires de la part des députés du gouvernement pour qu'un climat de certitude se rétablisse dans l'économie. Deuxièmement, nous devons continuer à réclamer que les politiques du gouvernement soient d'abord et avant tout axées sur la création d'emplois et la diminution du chômage. En voulant se faire aimer de tout le monde en même temps, on est en train de tromper ceux qui ont fait confiance à ce gouvernement élu le 4 septembre dernier. Cette tromperie frappe surtout les régions de notre pays qui ont davantage besoin d'aide. Je pense à la situation relative à la Domtar, et si je me concentre quelques instants au Québec, monsieur le Président, et que je fais la liste: VIA Rail qui se voit coupée de ses investissements, les voies latérales du tronçon du gazoduc, la fermeture de la Wabasso, la fermeture de la Melchers, la fermeture de la Tupperware à Cowansville; maintenant, c'est la Domtar, sans oublier les Pêcheries de Cloridorme et de Newport, la perte des emplois, des contrats de la *Marine Industries*; monsieur le Président, ce n'est qu'une partie des réflexions que l'on peut tirer de ce budget si on les met «en balance» avec les promesses qui avaient été faites. C'est pourquoi je dis que notre action sera ferme au cours de l'analyse de ces crédits, monsieur le Président.

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, puisque c'est la première occasion de parler sur des sujets touchant le Conseil du Trésor, je tiens à féliciter le ministre qui

est un ancien député de ma circonscription d'Ottawa-Centre. Je tiens également à féliciter les fonctionnaires de son ministère qui ont maintenant complété le projet de changement de la formule des prévisions, surtout la Partie II qui est maintenant beaucoup plus compréhensible que l'ancienne partie.

Monsieur le Président, je suis bien confus de la présentation qui vient d'être faite par le porte-parole en matière des finances du parti libéral puisque, évidemment, on voit un changement de position des deux partis. Le porte-parole en matière de finances du parti libéral, apparemment, suit la position qui a été prise par son chef pendant sa campagne à la direction au printemps de l'an dernier. A ce moment-là, le chef du parti libéral préconisait une réduction du déficit comme la priorité de son parti. On pensait qu'il avait abandonné cette position, mais apparemment la réponse est non. C'est la position officielle de son parti.

Pour ce qui est de l'autre parti, le gouvernement progressiste conservateur, qui a préconisé une réduction du déficit, commence à oublier cette priorité; il se retrouve maintenant dans la même situation que les libéraux d'alors, et les libéraux d'aujourd'hui dans la même situation que les conservateurs d'auparavant.

● (1540)

[Traduction]

Il est devenu difficile de distinguer ces deux partis. En écoutant les observations du critique financier du parti libéral, je l'ai clairement entendu dire que les libéraux sont convaincus qu'il faudrait comprimer davantage les dépenses. Durant l'étude du budget principal au comité, j'espère qu'ils veilleront à ce que leurs critiques dans les différents secteurs indiquent les compressions de dépenses précises qu'ils comptaient proposer s'il leur avait été donné de former le gouvernement. Cela souligne également la confusion qui doit régner dans l'esprit de bien des gens au sujet du nouveau gouvernement dont les membres, une fois arrivés au pouvoir, agissent comme les libéraux qu'ils critiquaient lorsqu'ils formaient l'opposition.

Je constate également—et c'est là que la ressemblance entre les deux partis est frappante—que l'opposition officielle et le gouvernement se gardent bien de dire pourquoi, essentiellement, les dépenses du gouvernement du Canada vont passer à 105 milliards de dollars ou à peu près, en 1985-1986. Cette augmentation est due en grande partie aux taux d'intérêt élevés. Les compressions effectuées dans de nombreux secteurs d'activité qui touchent les Canadiens ordinaires visent essentiellement à rembourser les banques et les financiers, compte tenu des taux d'intérêt élevés. Mon parti et moi-même disons qu'il est temps que le gouvernement mette autant de cœur à diminuer les taux d'intérêt, au lieu d'envisager continuellement des compressions de dépenses. Le gouvernement n'a envisagé que la moitié des solutions possibles en élaborant le budget principal des dépenses.

Je me souviens que l'été dernier, le gouvernement a rallié de nombreuses voix en promettant un changement. Le budget des dépenses est la première véritable chance offerte au nouveau gouvernement de proposer les changements qu'il promet. Après avoir vu le gouvernement s'essouffler en vain, ce qu'on nous propose est presque exactement identique à ce qu'auraient fait les libéraux. Aucun Canadien n'aurait lieu de se réjouir de ces prévisions de dépenses, si ce n'est, peut-être,